

1 mars 2007 / Nr. 55

KOFF – swisspeace

- Table ronde sur l'Afghanistan: coopération avec les structures religieuses
- Atelier du KOFF sur „From working in conflict to working on conflict“
- Mandats de consultation et de formation du KOFF

Point fort

- Les autorités coutumières comme partenaires de la promotion de la paix

Nouvelles d'ONG suisses

- Initiatives de Quaker dans le domaine de la demande d'armes de petit calibre
- Intercooperation: formation sur la prise en compte des conflits au Kosovo
- Projet de CIMERA en faveur d'un enseignement scolaire multilingue en Géorgie
- Peace Watch Switzerland reste dans le sud du Mexique
- Lutte pour la propriété des terres aux Philippines: une organisation partenaire de l'EPER tire la sonnette d'alarme
- Le GSsA critique la hausse des exportations suisses de matériel de guerre

Nouvelles de services gouvernementaux suisses

- Plan d'action pour la Déclaration de Genève sur la violence armée et le développement
- Retraite sur la médiation de la Francophonie
- Engagements dans des Etats fragiles: recommandations du DFAE
- Stratégie et nouvelles lignes directrices de la DDC dans la lutte contre la corruption
- Nouveau projet de COPRET sur les enseignements tirés de la coopération au développement dans les Etats fragiles

Organisations internationales partenaires

Manifestations, Publications, Sur le Web

Editeur:
Centre pour la promotion
de la paix (KOFF)
Sonnenbergstrasse 17
CH - 3000 Bern 7
Tel: +41 (0)31 330 12 12
www.swisspeace.org/koff

Point fort

Info

Dans le cadre du module de recherche sur les conflits environnementaux du „National Centre of Competence in Research North-South“ (NCCR Nord-Sud), l’auteur Tobias Hagmann a effectué des recherches sur les pratiques de gestion des conflits et des ressources par les anciens Somaliens dans les plaines orientales de l’Ethiopie. swisspeace est un partenaire institutionnel du NCCR Nord-Sud.

Les autorités coutumières comme partenaires de la promotion de la paix

Les anciens ainsi que les chefs traditionnels jouent un rôle de plus en plus important dans de nombreux pays en développement dans lesquels les autorités sont incapables ou peu désireuses de maintenir l’ordre public. On pense notamment au maintien ou au rétablissement de la paix et de la sécurité ou encore à la fourniture de services publics. Cette „re-traditionalisation“ de la gouvernance a été encouragée par l’érosion du monopole étatique de la violence ainsi que par des programmes de démocratisation et de décentralisation qui promeuvent les anciens et des structures coutumières. Pour des acteurs externes, ces dernières représentent des partenaires majeurs lors de la mise en œuvre de projets de développement et de promotion de la paix. Point fort du présent numéro, cet article aborde quelques-unes des questions clés se posant sur une telle toile de fond.

Dans de nombreux pays en développement, les politiques publiques et les fonctionnaires se concentrent sur les grandes villes tandis que les régions rurales et isolées sont dans les faits régies par des acteurs non étatiques tels les anciens. Dans divers pays d’Afrique, du Moyen-Orient et de l’Asie, certaines de ces autorités coutumières ont joué des rôles importants dans les efforts visant à mettre en place des structures étatiques et à résoudre des conflits armés. Un bon exemple est fourni par l’Afghanistan où tant des politiciens nationaux que la communauté internationale collaborent avec la „loya jirga“, une réunion de chefs tribaux à l’échelle nationale. En 2001, cette association tribale a légitimé le processus politique fondé sur l’Accord de Bonn et ratifié la nouvelle constitution afghane en 2003/2004. Au Somaliland, les anciens ont joué un rôle primordial au début des années 1990 lorsqu’il s’est agi de mettre fin aux conflits sanglants, de négocier un traité de paix et d’établir de nouvelles institutions étatiques. Dans d’autres Etats africains, les anciens ont récemment reçu, formellement ou informellement, le mandat de recouvrer les impôts, gérer les ressources naturelles et arbitrer les conflits locaux. On ne tranchera pas la question de savoir si cette tendance est un résurgence ou, comme le prétendent divers ethnologues, plutôt l’expression d’une continuité du pouvoir des autorités coutumières. Une chose est sûre: les chefs traditionnels comblent souvent les lacunes laissées béantes par le retrait de l’administration étatique.

Compréhension instrumentaliste des acteurs externes

La collaboration avec les autorités traditionnelles et le soutien de ces dernières semblent paradoxaux de prime abord. L’objectif déclaré de la communauté internationale est d’établir ou de rétablir des structures étatiques. Les mots-clés sont ici la démocratisation, l’équité entre les genres et le respect des droits humains.

Ces efforts internationaux sont précisément rendus impossibles dans nombre d'États fragiles, dans les sociétés d'après-guerre avant tout, en raison d'un manque d'instruments, de capacités et de légitimation de l'État. Ceci rend à son tour la coopération avec les structures traditionnelles indispensable, l'établissement ou le rétablissement de l'État étant indirectement saboté. Comment les organisations de développement et les acteurs de la promotion de la paix réagissent-ils face à ces défis? On peut observer quelques modèles récurrents dans les rapports avec les structures traditionnelles car tant les acteurs gouvernementaux que non-gouvernementaux dépendent souvent du bon vouloir des chefs traditionnels. Cela vaut en particulier dans les sociétés aux structures tribales marquées où les anciens occupent une position politique clé.

D'une part, vu leurs fonctions représentatives, les anciens s'imposent dans la perspective d'acteurs d'entraide externes car ils incarnent et articulent (prétendument) les intérêts de la communauté. Cette tendance est encore renforcée par le consensus actuel prévalant parmi les bailleurs de fonds sur la nécessité de consolider la société civile et les organisations des communautés locales. D'autre part, les anciens sont souvent en mesure d'œuvrer à la réussite des projets dans les communautés locales, d'en mobiliser les membres et de garantir la sécurité physique. La distribution d'aide alimentaire ainsi que les activités de résolution des conflits sont d'autres exemples de contribution à la réalisation de projets. Pour ces raisons, de multiples organisations non gouvernementales poursuivent une approche plutôt instrumentaliste dans leurs relations avec les chefs coutumiers. Les pratiques non démocratiques et patriarcales de ces derniers ne sont certes pas appréciées mais tolérées comme étant au service de la réalisation de telle ou telle initiative.

L'illusion de l'autorité authentique

Indépendamment des avantages et des inconvénients liés à la collaboration avec des autorités traditionnelles, une certaine prudence est de mise. On a généralement tendance à considérer l'authenticité et la supériorité morale des anciens et d'autres leaders traditionnels comme étant une chose acquise, à ne pas remettre en question. Contrairement aux fonctionnaires ou aux militaires corrompus, les chefs traditionnels sont vus comme des acteurs politiques sincères, sages et désintéressés agissant en harmonie avec les anciennes coutumes et dans le plus grand intérêt de la communauté. Même si c'est peut-être vrai parfois, une telle optique est souvent erronée. D'abord, des recherches ont montré que les „traditions“ ont souvent été inventées au cours des deux derniers siècles seulement, dans le contexte des projets coloniaux et post-coloniaux de construction de l'État. Et ensuite, des États ont par le passé régulièrement coopté des chefs traditionnels pour remplir leurs propres objectifs politiques. Ils les ont engagés dans les faits en leur octroyant des fonctions et des titres publics, tandis que ces chefs luttaient les uns contre les autres pour l'accès aux ressources étatiques. Aujourd'hui, alors que les acteurs de développement non gouvernementaux jouent un rôle majeur, les anciens et les chefs traditionnels rivalisent pour le contrôle des dividendes de l'aide internationale au développement et des projets de promotion de la paix.

Pratiques coutumières de résolution des conflits

Les chefs traditionnels sont souvent des médiateurs et des messagers de paix extrêmement expérimentés, aptes à résoudre des conflits au niveau local en dehors des normes bureaucratiques et des lois étatiques. Souvent ces approches locales et traditionnelles ne correspondent pas aux idées que l'on se fait en Occident des normes universelles des droits humains. Il importe d'en être conscient. La promotion internationale de la paix a toutefois tout intérêt à soutenir ces initiatives des acteurs traditionnels. À cet égard, elle devrait s'abstenir de propager des modèles à connotation occidentale de solutions alternatives des conflits („alternative dispute resolution“). En lieu et place, elle serait bien inspirée de comprendre dans un premier temps le contexte social des pratiques de promotion de la paix ancrées au plan local. Ce n'est qu'à cette condition que pourront alors être élaborées et appuyées des procédures réduisant la distance entre les pratiques traditionnelles de résolution des conflits et les normes de l'État de droit.

Nouvelles d'ONG suisse

Liens

- [QUNO](#)
- [Geneva Forum](#)
- [Geneva Forum Activities on Small Arms and Light Weapons](#)
- [COAV](#)
- [Oxfam-projet dans le Nord du Kenya](#)
- [WINAD](#)

Initiatives de Quaker dans le domaine de la demande d'armes de petit calibre

À la mi-janvier à Genève, l'organisation „Quaker United Nations Office“ (QUNO) a organisé une réunion d'experts à l'enseigne de „Setting a new agenda for Demand Work“. La rencontre a pour la première fois réuni des experts de diverses thématiques de la demande d'armes de petit calibre. Les sujets choisis ont été notamment les développements politiques et l'intervention politique, la recherche et la réalisation de programmes sur place. L'objectif de cette rencontre d'une journée était de fournir une vue d'ensemble des tendances actuelles, de mettre les succès en évidence, d'identifier les carences et les manques existants, de placer les prochains jalons et d'esquisser les développements possibles des programmes. QUNO espère que cette première rencontre débouchera sur une collaboration suivie. Une publication se fera prochainement l'écho des résultats de cette manifestation.

17.01.2007

A l'occasion de la visite de trois stagiaires à Genève, le Forum de Genève a par ailleurs organisé une rencontre à l'enseigne de „Lessening the Demand for Guns: Lessons from Ground level“. Le Forum de Genève est une initiative commune de QUNO, de l'Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) et du „Programme for Strategic and International Security Studies“ (PSIS) de l'Institut universitaire de hautes études internationales de Genève. L'objectif de cette réunion était d'écouter à Genève plusieurs expériences pratiques tirées directement du terrain. Plus de 50 intéressés y ont pris part.